

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

La décroissance, une vision pour des sociétés plus justes et plus sobres

Vincent Liegey, Stéphane Madelaine, Christophe Ondet et Anisabel Veillot

Numéro 14, automne 2015

La décroissance, pour la suite du monde

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/79392ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Liegey, V., Madelaine, S., Ondet, C. & Veillot, A. (2015). La décroissance, une vision pour des sociétés plus justes et plus sobres. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (14), 64–70.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2015

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

La décroissance, une vision pour des sociétés plus justes et plus sobres

VINCENT LIEGEY, STÉPHANE MADELAINE, CHRISTOPHE ONDET ET
ANISABEL VEILLOT¹

*Tous ceux qui, à gauche, refusent d'aborder sous cet angle
la question d'une équité sans croissance démontrent que le socialisme,
pour eux, n'est que la continuation par d'autres moyens
de rapports sociaux et de la civilisation capitaliste,
du mode de vie et du modèle de consommation bourgeois.*
André Gorz²

Depuis plusieurs décennies, on entend toujours la même rengaine : « Comment relancer la croissance ? » À gauche comme à droite, de Merkel à Obama, de Sarkozy à Orban, de Hollande à Harper, une seule solution semble s'imposer : la croissance. C'est devenu une pensée magique, un totem.

La croyance que la croissance serait encore la solution à tous nos problèmes reste profondément ancrée dans l'imaginaire collectif, à tel point qu'on assiste à un arc-boutement collectif pour « la relancer ». Pourtant, nous sommes de plus en plus nombreux et nombreuses à oser questionner la croissance. Est-elle encore possible ? Est-elle souhaitable surtout ?

La croissance est un imaginaire construit dans la continuité des Lumières de même que la croyance aux progrès techniques et énergétiques infinis, inséparablement liés aux progrès sociaux et humains. Après la Deuxième Guerre mondiale, elle s'est renforcée durant les trente glorieuses, période qui a façonné une vision linéaire et unique de l'histoire. Inconsciemment, la croissance a produit un déni de la finitude de notre planète, mais aussi de nous-mêmes en tant que société, individu, et espèce. Dès le milieu des années 1970, la courbe du bien-être n'est plus corrélée à celle du produit intérieur brut (PIB) et nous entrons dans une période de « crise » chronique. Cette crise nous est présentée comme une calamité naturelle. Pour la surmonter, nous allons devoir, collectivement et individuellement, nous adapter et entreprendre les réformes nécessaires. Mais surtout, il faut d'abord et avant tout relancer la croissance.

1 Ces quatre auteurs ont publié en 2014 (Montréal, Écosociété), *Projet de décroissance. Manifeste pour une dotation inconditionnelle d'autonomie*.

2 André Gorz/Michel Bosquet, *Écologie et liberté*, Paris, Galilée, 1977.

Sans jamais qu'on ne précise la croissance de quoi, pour qui, dans quel but, et comment ? Peu importe si nous entrons dans l'ère de l'anthropocène, la crise est un alibi pour ne jamais remettre en cause la croissance !

La croissance comme seul horizon de nos sociétés permet de reléguer toutes les autres questions à plus tard, notamment la question des inégalités qui sont de plus en plus indécentes. Elle évite ce problème tout en réussissant le tour de force de rendre ces inégalités acceptables pour les plus démunis puisqu'elle entretient l'illusion que les bénéfices de la croissance rejailliront naturellement jusqu'à eux et elles. Demain sera toujours meilleur, car le toujours plus que la croissance apporte ne peut être que bénéfique. D'ailleurs, dès maintenant, grâce à elle, il reste quand même aux démunis quelques miettes qui leur permettent de patienter. Ainsi, tout en laissant croire subrepticement que ce n'est que passer, la croissance permet de justifier la division du travail, la rente croissante du capital et, plus globalement, un système fait de dominants et de dominés impliquant l'exploitation comme corollaire. La recherche de la croissance devient ainsi un rempart pour maintenir l'ordre établi.

C'est pour remettre en question toutes ces croyances implicites, et tous les dénis en découlant, que nous utilisons le terme de « décroissance ». Slogan provocateur, imparfait, mais efficace. L'enjeu est de décoloniser notre imaginaire croissanciste et de commencer à dé-croire afin de penser de nouveaux modèles de société soutenables et souhaitables, autonomes et conviviaux.

Une croissance infinie dans un monde fini n'est ni possible, ni souhaitable, c'est une absurdité !

Tout d'abord, il est utile de préciser que la croissance ne marche plus. Et, quand bien même il fonctionnerait, ce système n'est pas souhaitable.

- Le carburant de la croissance, c'est l'énergie. La courbe du PIB est corrélée à celle du pétrole. Or, les réserves de pétrole ne sont pas illimitées et les gaz de schiste ou bitumineux en sont les dernières miettes. Aucune énergie renouvelable ne pourra réellement remplacer le pétrole. Et n'oublions pas que l'usage du pétrole ne se limite pas à l'énergie. Par ailleurs, le pétrole n'est pas seul concerné par la raréfaction, c'est le cas de toutes les ressources naturelles. Et d'autres facteurs viendront contrecarrer la marche forcée vers la croissance, notamment la perte de la biodiversité ou encore les rejets de gaz à effet de serre. Il est clair que la parenthèse ouverte au XVIII^e siècle est en train de se refermer. Reste à savoir si nous allons anticiper, si nous allons tendre vers une décroissance choisie, démocratique ou vers une récession subie. Une croissance infinie dans un monde fini est impossible.
- Les quatre dernières décennies nous ont saturés de biens matériels et de services inutiles. L'oligarchie nous pousse à toujours plus de consommation, à plus de travail, à plus d'efforts à coups de publicité, de crédit et d'obsolescence programmée. La planète est incapable d'absorber cette

dém mesure. En parallèle, des signes de lassitude apparaissent. Sous prétexte de créer des emplois, il faut créer de nouveaux besoins et marchandiser au maximum le monde. Une croissance infinie dans un monde fini est absurde.

- En outre, bien qu'une grande partie de nos productions ne soit pas nécessaire pour subvenir à nos besoins, nous échouons perpétuellement à satisfaire les besoins élémentaires d'un nombre trop important de nos concitoyens et de nos concitoyennes. Les inégalités deviennent inacceptables, intenable. Un pour cent de l'humanité s'approprie 50 % des richesses. Les inégalités croissantes sont inhérentes à toutes les sociétés productivistes, basées sur la compétition et la concurrence. Le capitalisme a besoin de chômage pour exister. C'est un leurre de croire qu'il apportera le plein emploi. Inégalités à l'intérieur des sociétés occidentales, inégalités à l'échelle de la planète : nos modes de vie perdurent au détriment des pays du Sud envers lesquels nous avons une immense dette écologique. Une croissance infinie dans un monde fini est indécente.

Austérité subie ou décroissance choisie

L'idéologie dominante semble bien décalée par rapport à l'urgence sociale, culturelle et écologique. Elle scande que la croissance reste la solution. Les objecteurs et les objectrices de croissance affirment qu'elle est le problème. Et c'est justement parce qu'ils ne craignent pas de remettre en cause le dogme de la croissance qu'ils sont en mesure de proposer des pistes audacieuses, qu'ils estiment justes socialement, soutenables écologiquement et, finalement, très réalistes.

Il ne s'agit pas de décroître pour décroître. La décroissance du PIB ne doit pas être une finalité. La décroissance de tout pour tous serait tout aussi absurde que la croissance de tout pour tous. La décroissance, avant d'être un projet, est un outil sémantique qui a pour objectif d'ouvrir des débats sur ce que pourraient être des sociétés souhaitables et soutenables, de poser la question du sens.

Toutefois, pour répondre aux contraintes environnementales, il va falloir sortir du consumérisme. On ne peut plus s'appuyer sur un productivisme aveugle pour faire grossir le gâteau dans l'espoir que chacunE puisse avoir sa part. Il va falloir limiter la taille du gâteau, mieux le partager aussi. La seule solution est de changer la recette, les recettes. Qu'est-ce qu'on produit, comment et pour quels usages ? Quels systèmes d'échanges et de partages instaurer ? Quelles limites imposer pour le bien-être collectif ?

Dans la sortie du productivisme, la question de l'emploi se pose : « D'accord pour moins consommer, dira-t-on, donc moins produire pour produire mieux (durable, réparable, recyclable, autonome, etc.), mais qu'en est-il de mon emploi ? Comment je vais nourrir ma famille ? » Il est vrai, et c'est souhaitable, que certains emplois, les plus néfastes, sont appelés à disparaître. Et globalement, la création d'emplois du secteur écologique ne les compensera pas en pouvoir d'achat. En effet, dans une société qui prélève réellement moins de ressources, les emplois ne donneront pas accès à la même quantité de biens

matériels qu'aujourd'hui. Une piste de solution passe par le partage du travail et l'autogestion. Mais au final, nous n'aurons globalement pas accès à la même quantité de biens matériels.

Est-on pour autant condamnés à vivre moins bien ? Bien sûr que non si nous faisons le choix de penser collectivement les conditions de notre bien-être. Il va falloir choisir entre « austérité subie » et « décroissance choisie », entre une société qui privilégie les individualismes au détriment des biens communs, et une société qui réévalue son « devoir d'achat » dans l'intérêt de tous et de toutes, soit une société libérée de la pression sociale consumériste et ostentatoire.

C'est principalement le mode de vie occidental qu'il va falloir repenser, celui du « modèle de consommation bourgeois ». Et pour que ce nouveau modèle soit désirable et soutenable, nous proposons des mesures susceptibles de nous réapproprier nos usages, nos limites, notre bien-être, le sens de nos vies.

Se réapproprier ses besoins ? Deux exemples

La question de la mobilité, avant d'être un questionnement sur le « comment » doit être un questionnement sur le « pourquoi ». Quel sera l'impact des alternatives à la voiture s'il n'y a pas de débats préalables sur l'aménagement du territoire, sur la nature des besoins en mobilité et sur leur évolution, etc.

Il faut dix calories végétales pour obtenir une calorie d'origine animale. Le régime alimentaire des Européens n'est pas généralisable à la planète. Doit-on développer de nouvelles technologies productivistes, gourmandes en énergie, quitte à détruire l'environnement, à exploiter les animaux et à généraliser la malbouffe ? Doit-on s'habituer à ce qu'une partie de la population mondiale souffre de la famine, quitte à l'attribuer à des phénomènes naturels incontrôlables ? Où doit-on s'inspirer des modes de production et d'alimentation plus sobres et rentables, locaux, de saison, autonomes et meilleurs pour la santé ? L'alimentation n'est-elle pas la meilleure clé pour une bonne santé ?

Ce sont là des exemples de débats passionnants, qui permettraient de mobiliser la population, à la condition que tous les tenants et aboutissants soient à sa disposition. En commençant par questionner les besoins qui apparaissent, grâce à la publicité, comme naturels.

Mais ce qui est également important, c'est le sens de ces initiatives. Pratiquer le vélo ou s'abstenir de viande pour des raisons économiques ne représente pas la même chose que d'en faire le choix.

Un espace solidaire et écologique

Le capitalisme a marchandisé le monde. La répartition des richesses se fait par la rémunération du capital et à travers le salariat. Si bien que même si nous n'adhérons pas au modèle de développement occidental, si nous savons que notre emploi participe au productivisme et au consumérisme, si nous aimons pouvoir nous passer de certains « besoins », chacun d'entre nous est amené à accepter n'importe quel emploi pour vivre. Nous proposons de limiter les

travers de cette marchandisation de l'activité de travail en la cadrant dans un système équitable et soutenable : personne en dessous d'un plancher, personne au-dessus d'un plafond déterminés collectivement.

- Le plancher, c'est un revenu de base (RdB) distribué à toutes et à tous sans condition. Il s'agit du minimum pour vivre dignement. Cette mesure ne s'inscrit pas dans un système où l'État prendrait en charge les assistéEs. Il s'agit plutôt d'un choix collectif de répartition des richesses produites, établi par les citoyens, pour les citoyens, d'un droit opposable à un accès aux biens communs. Ce revenu devrait être partiellement démonétarisé comme nous le proposons avec la dotation inconditionnelle d'autonomie (DIA), par des accès directs à des ressources telles que l'eau, l'énergie, la santé, des biens communs et des services publics. La distribution de l'eau pourrait se faire selon le principe de la gratuité du bon usage et du renchérissement du mésusage. Pourquoi payer le même prix l'eau pour boire et à usage domestique, que pour celle servant à arroser des golfs ou à remplir des piscines privées ? Les premiers mètres cubes d'eau seraient gratuits et la surconsommation serait renchérie. Et ce, dans une logique de justice sociale et de préservation des ressources, mais aussi de conscientisation de nos actes.
- La liberté, c'est de croiser un salaire à ce revenu de base. Tout le monde exercera une activité, rémunérée ou non. Dans tous les cas, chacunE pourra choisir d'en changer quand cela lui paraîtra nécessaire. Plus personne ne sera obligé d'accepter n'importe quel emploi, notamment les emplois toxiques qui n'ont de sens pour personne. Ainsi, le rapport de force entre l'employeur et l'employéE s'inverse. Les tâches les plus difficiles sont aujourd'hui les moins bien considérées ; dans un tel système, elles seraient partagées et réévaluées et réduites au minimum strictement nécessaire.
- Le plafond, c'est le revenu maximal acceptable (RMA). Un revenu à partir duquel la consommation empiète sur le bien-être des autres et sur l'avenir des générations futures. Un revenu maximal qui rendrait la raison à la société et l'empêcherait de tomber dans la démesure avec les conséquences environnementales, sociales, et psychologiques insoutenables que celle-ci génère.

Le plancher et le plafond apparaissent clairement comme des choix permettant à la société de décider collectivement de s'organiser et de s'imposer des limites que la société de croissance ignore. Poser des limites, c'est se donner les moyens de subvenir aux besoins de tous et de toutes, de sécuriser les parcours de chacunE, mais aussi de revoir notre rapport aux produits et à leur consommation.

Quelques pistes pour une décroissance sereine, conviviale et autonome

Cette DIA, couplée au RMA, n'est pas un but en soi, elle se présente comme une stratégie de repolitisation de la société, de resocialisation de la politique. Elle s'inscrit dans un projet plus global qui peut se décliner sur plusieurs axes.

- Le premier axe est celui de la relocalisation ouverte. Relocaliser les échanges et l'économie, dans le but d'obtenir les mêmes services tout en faisant baisser l'empreinte écologique. Par exemple, en mangeant des produits de saison et locaux. Les monnaies locales permettraient aussi un transfert de l'économie au niveau local, mais surtout de relocaliser la démocratie, notamment dans le but de prendre conscience de ses actes, puis de reconsidérer ses propres besoins et les conditions de son bien-être. La relocalisation pose bien entendu la question de l'échelle territoriale. Quel équilibre établir entre l'ouverture au monde, aux autres, et l'organisation locale ? C'est pourquoi nous parlons de relocalisation ouverte, comportant des contre-pouvoirs, des solidarités, mais aussi un refus du repli sur soi.
- Le second axe est celui de la justice sociale. La DIA et le RMA sont associés à une démarchandisation du monde par l'extension des sphères de la gratuité. Dans la logique du plancher/plafond, il s'agirait de rendre gratuit le bon usage d'un bien ou d'un service et de renchérir son mésusage. Tant que le pétrole permet de gagner en productivité, la réduction du temps de travail permettrait de mieux la partager sans tomber dans le productivisme. Puis, quand le pétrole viendra à manquer, gageons que nos besoins de consommation seront devenus plus raisonnables.
- Le troisième axe est celui de la sortie de la religion de l'économie à travers la réappropriation démocratique des banques centrales, la création monétaire et une réflexion sur le sens de la dette (et le non-remboursement de ses parts illégitimes). Il s'agit de mettre l'économie au service de la politique et non plus le contraire. Au-delà de ces réformes techniques fondamentales, il s'agit aussi de remettre l'économie à sa place d'un point de vue culturel, de la ré-encastrier. Nous sommes des *Homo œconomicus* devenus incapables de comprendre que l'argent ne se mange pas et d'apprécier ce qui n'est pas comptable.
- Le quatrième axe est celui de la sortie de la centralité de la valeur travail. Il est temps de nous désaliéner de l'emploi salarié afin de nous réapproprier des activités choisies riches de sens. Cela passe aussi par une réflexion sur la division des tâches, notre rapport à l'outil, aux technologies. C'est ce que nous expérimentons dans nos réflexions sur les techniques de base (*low-tech*) et aussi le faire soi-même (*do it yourself*).
- Le cinquième axe est celui de l'éducation. Une éducation qui doit être non violente et coopérative, l'école n'étant pas une fabrique de futurs consommateurs et consommatrices ainsi que de producteurs et productrices.

Il s'agit de construire l'école de la vie, émancipatrice et qui repense les relations intergénérationnelles afin de créer des sociétés autonomes.

- Le dernier axe concerne le pilier nécessaire à la transition : une démocratie de tous les jours, qui ne se résume pas à abandonner son pouvoir à une oligarchie qui prend des décisions dans son propre intérêt ; pour elle, il n'y a pas de crise. Il est hors de question de définir ici le « bon usage » et le « mésusage », ainsi que les « limites acceptables » de manière autoritaire. La société doit trouver sa propre autonomie collective. Il est temps d'inventer des manières de décider ensemble de ce qui est nécessaire à la société : qu'est-ce qu'on produit ? Comment ? Dans quels buts et avec quels impacts ?

Un outil pour amorcer une transition vers des sociétés plus justes et plus sobres.

Ce projet de décroissance, présenté ici de manière incomplète, donne une idée de ce que pourraient être des sociétés soutenables et souhaitables. Mais il a d'abord pour vocation de suggérer une vision évolutive qui oriente dès maintenant les débats, mais aussi les décisions que nous pouvons prendre individuellement, collectivement et politiquement.

Partout, des citoyens et des citoyennes imaginent et expérimentent des organisations soutenables et solidaires. Celles-ci sont de plus en plus nombreuses et d'origines diverses. Ces expériences participent dès maintenant à construire les alternatives de demain. La transition est en marche, mais la masse critique ne sera à notre portée que lorsqu'une part importante de nos sociétés occidentales, donc les classes moyennes, sera prête à sortir du consumérisme et à l'expérimenter d'elle-même. Si la première des décroissances doit être celle des inégalités et passe par la mise en place d'un plancher et d'un plafond de revenu, c'est aussi auprès de cette classe moyenne qu'il faut rendre désirable le projet de décroissance. Il faut lui permettre d'oser faire des pas vers ce nouveau monde, de ne plus avoir peur du déclassement afin de se libérer de ce pseudococon de confort artificiel et aliénant que représente le consumérisme.

L'heure est venue de changer de « logiciel » et de se libérer de la matrice de la croissance qu'on nous martèle depuis 40 ans. C'est à la fois une nécessité d'engager maintenant une transition vers d'autres sociétés soutenables et souhaitables, plus justes et plus sobres, mais, surtout, une chance : celle de devenir acteurs et actrices d'un changement positif et convivial, libérateur et émancipateur.